



CCI Vendée
Pôle Maritime

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS
INTELLECTUELLES

Réalisation de levés bathymétriques pour les ports gérés par la CCI Vendée

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)










CCAP n°

2025-RTPN-6004 du 28/01/2025





SOMMAIRE

1. DESCRIPTIF DU CONTRAT	4
2. OBJET DU CONTRAT	4
2.1. Description des prestations	4
2.2. Intervenants.....	5
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	6
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	7
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	8
5.1. Prix du contrat.....	8
5.2. Evolution des prix du contrat.....	9
5.3. Conditions de paiement	10
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	12
6.1. Conditions de réalisation des prestations.....	12
6.2. Vérification des prestations.....	15
6.3. Développement durable	16
6.4. Autres stipulations	17
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	17
7.1. Obligations courantes du titulaire	17
7.2. Obligations liées à la sécurité	20
8. LITIGE ET SANCTIONS	21
8.1. Pénalités.....	21
8.2. Autres stipulations	22
9. FIN DU CONTRAT	23

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Réalisation de levés bathymétriques pour les ports gérés par la CCI Vendée
 Acheteur	CCI Vendée en tant qu'entité adjudicatrice
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de Prestations intellectuelles.
 Structure	lot unique
 Lieu d'exécution	Au sein des ports gérés par la CCI Vendée
 Durée	1 an - 3 reconductions de 1 an
 Développement durable	Clause environnementale
 Nature des prix	Les prix sont unitaires.
 Variation des prix	Prix révisables

1. DESCRIPTIF DU CONTRAT

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Procédure adaptée ouverte - article R2123-1 1° du Code de la commande publique. Le contrat fait référence au CCAG des marchés publics de Prestations Intellectuelles du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre à bons de commande.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant qu'entité adjudicatrice. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Réalisation de levés bathymétriques au sein des infrastructures portuaires gérées par la CCI Vendée.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est : **Infrastructures portuaires listés au sein du CCTP.**

■ Exclusivité :

Le titulaire ne bénéficie pas de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat. L'acheteur se réserve la possibilité de faire appel à d'autres fournisseurs pour répondre à ses besoins lorsqu'ils concernent des produits hors bordereau des prix unitaire du titulaire.

■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI Vendée fait seul foi ;

- le présent document, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI Vendée fait seul foi ;
- le CCTP, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI Vendée fait seul foi ;
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), faisant état des prix unitaires applicables à l'exécution du contrat ;
- le CCAG Prestations Intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique et organisationnelle du titulaire, composée notamment du cadre de réponse précisant les moyens mobilisés pour réaliser les prestations ainsi que la méthodologie, ou d'un mémoire technique et explicatif, et de toute documentation fournie pour illustrer l'offre ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

■ Pièces non contractuelles :

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) remis par le candidat à l'appui de son offre.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de notification du contrat. Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier de consultation, la titulaire étant censé les connaître.

Les annexes du contrat font intégralement partie de celui-ci et possèdent la même valeur juridique. Toute référence au contrat inclut ses annexes. Toutefois, en cas de contradiction entre une stipulation du corps du présent contrat et une stipulation d'une annexe, les stipulations du corps du contrat prévaudront.

Les titres et sous-titres dans le contrat ne sont indiqués que pour la clarté de la présentation et n'ont aucune portée quant à l'interprétation du contrat.

2.2. Intervenants

Toutes les références faites à une personne comprennent ses successeurs, ayants-droits ou toute autre personne venant aux droits et obligations de cette personne, de quelque manière que ce soit.

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **CCI Vendée**, représenté par M. Le Directeur Général.

Adresse et coordonnées :

Pôle Maritime
16 rue Olivier de Clisson
85002 LA ROCHE SUR YON CEDEX
Téléphone : 02 51 45 32 32
Site internet : <https://www.paysdelaloire.cci.fr/vendee>

■ Moyens mobilisés :

Pour l'exécution des prestations lui incombant, le titulaire du contrat s'engage à mettre à disposition une équipe d'intervenants dont les rôles, les qualifications / spécialités et l'expérience sont conformes ou équivalents à ce qu'il a proposé dans son offre. Le titulaire devra être en mesure de justifier par tout moyen, et à chaque demande de la CCI Vendée, du respect de cette disposition.

Le prestataire s'engage à assurer la stabilité de l'équipe affectée au besoin.

Tout changement de personne(s) qualifiée(s) constaté à l'occasion du contrat, non signalé à la CCI Vendée et non expressément validé par ce dernier, pourra notamment donner lieu, en application de l'article 8 du présent contrat :

- à l'application de pénalités,

- à la résiliation du contrat.

Le personnel d'intervention du titulaire du contrat devra par ailleurs disposer des moyens matériels permettant d'assurer la parfaite exécution des prestations lui incombant.

■ Représentation des parties :

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG PI, la CCI Vendée désignera une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par la CCI Vendée en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai la CCI Vendée et leur indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant afin qu'il y ait continuité dans le suivi des prestations. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **lot unique**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un **accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire** en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Sans montant minimum annuel et un montant maximum annuel de **30 000,00 € HT**.

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **prestations intellectuelles**.

■ Modalités d'échanges entre l'acheteur et le titulaire :

Pour les échanges entre la CCI Vendée et le titulaire, la CCI Vendée pourra communiquer via le profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du titulaire mentionnée dans son offre ou, à défaut, à son siège social.

De manière plus globale les documents du titulaire devront être transmis à la CCI Vendée par tout moyen permettant de donner date certaine à l'acte (courriels avec confirmation de lecture et accusé de réception, envois postaux recommandés avec accusé de réception, mises à disposition des documents sur une plateforme sécurisée d'échanges...).

■ Présentation des bons de commande :

Les commandes afférentes au présent contrat seront passées au fur et à mesure des besoins de la CCI Vendée, ce par l'émission de bons de commande.

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG PI, les bons de commande seront signés par toute personne habilitée à cet effet.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour d'exécution du contrat et feront notamment apparaître les éléments suivants :

- la référence au présent contrat (intitulé, numéro, lot) et à ses actes modificatifs éventuels,
- la date et le numéro du bon de commande,
- l'identification du titulaire du contrat,
- l'identification du service émetteur du bon de commande, avec mention de l'adresse de facturation,

- la nature, les quantités et l'étendue des prestations à réaliser (type de prestation à assurer...),
- la référence à l'éventuel devis établi préalablement par le titulaire,
- les délais maximaux de réalisation des prestations,
- le numéro de SIRET de la CCI Vendée à prendre en compte (voir article 5 ci-après),
- le ou les prix unitaire(s) applicables HT,
- tarifs associés aux fournitures issues du ou des catalogues et taux de remise éventuels(s) ou prix nets,
- le montant total de la commande HT et TTC.

Le titulaire conservera la responsabilité de l'exécution des prestations commandées au cours de la période de validité du contrat, ce même si cette exécution se déroule au-delà de l'échéance normale de ce dernier.

Toutes modifications faites par le titulaire sur un bon de commande seront réputées non-écrites.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG PI, si le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des réserves de sa part, il devra les détailler par écrit à l'acheteur dans les 48 heures à compter de la notification du bon de commande. Passé ce délai, le titulaire sera réputé avoir accepté l'exécution de la commande définie dans le bon de commande.

Dans l'hypothèse où le bien-fondé des réserves est reconnu par l'acheteur, une nouvelle commande se substituant à la précédente sera notifiée au titulaire. Dans le cas contraire, le titulaire sera tenu d'exécuter la commande, à charge pour lui de demander l'application des dispositions du CCAG PI relatives au règlement des différends entre les parties.

Il n'y a pas de seuil minimal de commande.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **1 an** à compter de la notification du contrat.

Il s'agit de la période dans laquelle peuvent être émis les bons de commande.

■ Reconduction :

Le contrat est reconductible **3 fois** de manière tacite pour les mêmes montants minimum et maximum annuels et pour des périodes de **1 an à compter de la date anniversaire de la période précédente**, sans que sa durée totale puisse excéder quatre années.

L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 2 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

■ Reconduction anticipée du contrat :

Si le montant maximum de la période initiale ou de reconduction est atteint ou quasi-atteint (c'est-à-dire qu'aucune commande ne peut plus être passée sans dépasser le montant maximum) avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur a la possibilité de reconduire le contrat de façon anticipée.

La durée totale du contrat, toutes reconductions comprises, ne pourra pas excéder 4 ans.

Le montant maximum du contrat sur sa durée maximale potentielle d'exécution ne pourra dépasser 120 000 € HT.

■ Demande de devis :

Pour certaines prestations, préalablement à l'émission du bon de commande, le titulaire adressera un devis détaillé et ce dans un délai maximal de 72 heures suivant la demande de devis de la part de la CCI Vendée. Ce délai commence à courir à compter de la date de réception

de la demande de devis.

■ Délai des bons de commande :

Le délai d'exécution des prestations des bons de commande est déterminé comme suit :

Les prestations seront exécutées dans la limite du délai maximum fixé par l'acheteur dans le CCTP et sans que ce délai ne puisse excéder **25 jours ouvrés** à compter de la date de notification du bon de commande au titulaire.

■ Modalités de prolongation des délais d'exécution

Si le titulaire du contrat se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations dans les délais qui lui sont impartis, il doit obligatoirement en aviser l'acheteur en précisant les causes du retard qui n'engagent pas sa responsabilité.

Cette information devra être adressée à l'acheteur avant échéance du délai d'exécution des prestations.

Le titulaire pourra formuler en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution concerné. Il appartiendra alors au représentant de l'acheteur de donner suite à la demande de prolongation de ce délai.

La CCI Vendée notifiera par écrit, dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la demande du titulaire, sa décision d'acceptation ou de refus de prolonger le délai considéré.

Pour tout retard d'exécution imputable à l'acheteur, les délais d'exécution concernés seront automatiquement prolongés d'une durée égale à ce retard.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ;
- à l'entrepreneur mandataire titulaire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**.

■ Contenu des prix :

Les prix unitaires contractualisés sont ceux indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires du titulaire. Ces prix seront appliqués aux prestations réellement exécutées et dûment réceptionnées par l'acheteur et ce, dans la limite du montant maximum annuel fixé dans le contrat.

Les prix du contrat comprennent de manière non exhaustive, tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations tels que les frais afférents à la préparation des prestations, frais de mobilisation des matériels adaptés, frais de mise à disposition d'intervenants, frais de déplacement et frais de restauration et d'hébergement éventuels, dépenses liées à l'établissement, la correction, la reprographie et/ou à l'envoi de documents et frais de secrétariat, les frais d'assurances, les frais de prise en compte des mesures et protocoles nécessaires en période d'épidémie ou de pandémie, la fourniture de la documentation technique, les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que les marges pour risque et marges bénéficiaires.

■ Frais de coordination :

En cas de groupement, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Evolution des prix du contrat

■ **Variation des prix :**

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La **formule de variation** utilisée est :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \frac{Im}{Io}$$

selon les dispositions suivantes :

- C : coefficient de révision.
- Index (Im) : valeur de l'index de référence au mois m.
- Index (Io) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " m " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est le(s) suivant(s) :

Code	Libellé
ICHT-IME	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques

En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée à **Avril 2025** et ce, par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG PI.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **de manière périodique**.

Le coefficient est calculé une première fois à la date de démarrage de la seconde période d'exécution.

Le coefficient est ensuite recalculé à **chaque date anniversaire du contrat**.

■ **Initiative du calcul de la variation des prix :**

Le titulaire transmettra le bordereau de prix révisés, au plus tard 30 jours avant la date de

reconduction du contrat, en vue de leur acceptation par la CCI Vendée. La CCI Vendée fera connaître sa décision dans un délai de 15 jours suivant la réception du bordereau de prix révisé. Au-delà de ce délai, les prix révisés seront réputés acceptés.

5.3. Conditions de paiement

■ Avance :

Il n'est pas prévu le versement d'une avance.

■ Présentation des demandes de paiement :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation <https://chorus-pro.gouv.fr/>. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 18850049000019

■ Périodicité des paiements - Acomptes :

Les paiements interviennent à l'issue de l'admission des prestations sous réserve des dispositions de l'article R2191-22 du code de la commande publique.

■ Périodicité des paiements - Paiements partiels définitifs :

Après admission des prestations d'un bon de commande, le titulaire adresse à l'Acheteur un projet de décompte qui indique les prestations qu'il a effectuées ainsi que leurs prix évalués en prix de base et hors TVA.

Le montant du décompte est établi par l'Acheteur et correspond au montant des sommes dues au titulaire pour ledit bon de commande.

Le décompte fait apparaître :

- 1) le montant, éventuellement rectifié par l'Acheteur, figurant au projet de décompte adressé par le titulaire, dû au titre du bon de commande ;
- 2) l'incidence de la TVA ;
- 3) les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application des dispositions du contrat ;
- 4) l'état du paiement partiel définitif, ce montant étant la récapitulation des points 1) à 3) ci-dessus.

L'Acheteur notifie au titulaire le décompte du bon de commande dans un délai de 25 jours à compter de la réception du projet de décompte.

Le décompte des paiements devient définitif après acceptation expresse ou tacite par le titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de 25 jours à compter de la notification du décompte à la CCI Vendée pour présenter une réclamation à ce dernier. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté le décompte.

■ Règlement des cocontractants :

Le sous-traitant direct a droit obligatoirement au paiement direct par l'acheteur des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature de la demande de paiement par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le contrat.

Dans le cas d'un groupement conjoint, la signature de la demande de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le contrat.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe à la demande de paiement, signée par celui des cotraitants qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par la CCI Vendée au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation de prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

■ Délai de paiement :

Le délai global de paiement ne pourra excéder **30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement et selon les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu de plein droit, et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à l'article D2192-35 du code de la commande publique. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Nature et consistance des prestations

Le titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations définies au CCTP ainsi que celles prévues dans son offre technique.

Les prestations attendues consistent dans :

- l'exécution de levés bathymétriques au sondeur multifaisceaux dans la zone définie sur chaque bon de commande ;
- le traitement des données obtenues ;
- la fourniture de plans en couleur pour la représentation graphique de ces levés ;
- l'amenée et le repli du matériel de navigation, de mesure et de traitement des données, y compris son exploitation et son entretien ;
- la mise à disposition d'un personnel qualifié dans l'exécution des prestations objet du contrat.

Le titulaire est réputé connaître l'ensemble des sujétions et contraintes liées aux levés bathymétriques, et ne pourra évoquer la méconnaissance ou l'insuffisance de définition de celles-ci pour justifier la non-exécution aux prix proposés dans son offre des prestations lui incombant.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à dûment associer, dans les conditions définies au CCTP, l'acheteur pour le compte duquel le contrat est passé.

■ Spécifications techniques

Les prestations réalisées par le titulaire devront être conformes aux spécifications techniques définies par la CCI Vendée au CCTP, et notamment aux normes établies par l'Organisation Hydrographique Internationale (OHI) pour les levés hydrographiques citées au CCTP, sans qu'il y ait possibilité pour le titulaire de recourir à d'autres normes.

Le titulaire est réputé, au moment de sa soumission au présent contrat, avoir pris connaissance et intégré l'ensemble des informations et besoins contenus dans le CCTP et ses annexes, en particulier le fait que les zones représentées sur les plans des zones à lever annexés au CCTP sont indicatives et pourront être significativement réduites ou sortir des limites dessinées aux abords immédiats des ports.

S'agissant d'un accord-cadre à bons de commande, il est précisé que la nature, l'étendue des prestations et leurs conditions d'exécution seront précisées sur chaque bon de commande émis par la CCI Vendée.

■ Lieux d'exécution

Les prestations seront réalisées dans les ports gérés par la CCI Vendée définis ci-dessous (dont la situation est localisée sur le plan de situation des ports joint au dossier de consultation) :

- Port de L'Herbaudière (85330 Noirmoutier-en-l'Île),

- Port-Joinville (85350 L'Ile d'Yeu),
- Port des Sables d'Olonne (85100).

La zone à lever sera précisée par l'acheteur sur chaque bon de commande. A titre indicatif, les plans annexés au CCTP représentent chaque port concerné.

Les prix proposés par le titulaire dans son offre comprennent l'ensemble des déplacements d'intervenants et des transports de matériels nécessaires aux prestations à réaliser. Ils tiennent compte également des éventuels frais d'hébergement et de repas, pour une intervention de plusieurs jours.

Pour Port-Joinville, le titulaire devra tenir compte (notamment dans ses prix) des particularités liées au transport par voie maritime des matériels. A noter qu'une ligne maritime à horaires variables selon les coefficients des marées existe toute l'année pour relier Port-Joinville au continent. Les horaires des navires de la Régie Départementale des Passages d'Eau de la Vendée pour le fret sont disponibles sur son site internet (site « <https://www.yeu-continent.fr/traversee-ile-yeu/horaire-bateau/> »).

Pour l'application de la réglementation concernant la navigation et le stationnement des engins flottants sur les plans d'eau intéressés par l'exécution des prestations, le service compétent auquel le titulaire doit s'adresser est, soit la Capitainerie des Sables d'Olonne pour toute intervention à effectuer dans le port des Sables d'Olonne, soit le surveillant de port concerné pour toute intervention à effectuer sur un autre lieu d'exécution défini ci-dessus.

Il est précisé que la CCI Vendée ne demandera pas au titulaire d'intervenir sur un autre lieu que ceux définis ci-dessus.

■ Modalités de suivi des prestations

La mission confiée au titulaire sera menée en concertation avec la CCI Vendée, ce dernier étant représenté par le Pôle Maritime, et notamment par M. Nicolas BERIGAUD (Tel : 06.99.66.41.83 - courriel : nicolas.berigaud@vendee.cci.fr).

Le Pôle Maritime interviendra notamment pour définir les modalités pratiques de l'intervention sur les plans d'eau intéressés par l'exécution des prestations, ainsi que pour vérifier et valider les documents devant être établis par le titulaire.

Il est également prévu que le Pôle Maritime remette au titulaire, pour chaque site, un fonds de plan pour la représentation graphique des levés bathymétriques. A cet effet, il est précisé que le titulaire n'est pas autorisé à utiliser les fonds de plans transmis par l'acheteur à d'autres fins que celles prévues dans le contrat.

Les contacts entre l'acheteur et le titulaire s'effectueront par tous moyens convenus entre les parties. Il est précisé que les ordres de service émis par la CCI Vendée pour l'exécution du contrat seront notifiés au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à l'acte.

■ Moyens mobilisés par le titulaire

Le titulaire s'engage à disposer de tous les matériels nécessaires pour assurer la parfaite exécution des prestations lui incombant, ce en lien avec les prescriptions portées au cahier des charges. En particulier, il est réputé disposer des outils de levés hydrographiques et de traitement des données ainsi que des ressources logicielles adaptées. Par ailleurs, le titulaire s'engage à adapter ses moyens nautiques aux conditions de navigation du lieu dans lequel son personnel est amené à intervenir.

Pour l'exécution des prestations lui incombant, le titulaire s'engage, en outre, à mettre à disposition de l'acheteur une équipe d'intervenants dont la composition et les compétences (qualification professionnelle et expérience dans la réalisation de prestations similaires) sont conformes et au moins équivalentes à celles qu'il a proposées dans son offre technique.

Le titulaire devra être en mesure de justifier par tout moyen, et à chaque demande de la CCI

Vendée, du respect de ces dispositions. Le titulaire s'engage à assurer la stabilité des moyens et de l'équipe affectés à la mission. Il met à la disposition de l'acheteur un interlocuteur privilégié pour toute la durée du contrat.

Toute modification dans la composition de l'équipe dédiée, par rapport à l'offre du titulaire, doit être réalisée dans le respect du 2^{ème} alinéa du présent sous-article et doit faire l'objet d'une information auprès de la CCI Vendée.

Le non-respect des prescriptions du présent sous-article, et/ou tout changement de personne(s) qualifiée(s) constaté à l'occasion du contrat, non signalé à la CCI Vendée et non expressément validé par ce dernier, pourra notamment donner lieu :

- à l'application de la pénalité définie à l'article 8.1 du présent CCAP ;
- à la résiliation du contrat conformément aux dispositions de l'article 9 du présent CCAP.

■ Exécution des prestations

Le démarrage de la mission se fera suite à la notification d'un bon de commande prescrivant la réalisation de levés bathymétriques, délivré par la CCI Vendée, représenté par le Pôle Maritime, et transmis au titulaire dans les conditions fixées à l'article 3 du présent CCAP.

Pendant toute la durée du contrat, le titulaire est seul responsable à l'égard des tiers, y compris la CCI Vendée, des conséquences des actes de son personnel et de l'usage de son matériel. La responsabilité de la CCI Vendée, en sa qualité de commanditaire, ne pourra être recherchée pour des faits imputables à l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à employer, en nombre suffisant, du personnel qualifié, formé et habilité pour l'exécution des prestations, et titulaire des autorisations éventuellement nécessaires pour l'exercice de sa profession. Il devra se conformer aux dispositions du code du travail et à la législation en vigueur, notamment en matière de protection de la santé des travailleurs.

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires à l'obtention des éventuelles autorisations auprès des autorités compétentes (notamment auprès de la Capitainerie des Sables d'Olonne ou du surveillant de port concerné à contacter au plus tard 48 heures avant chaque intervention sur site) pour l'accès au lieu d'exécution et le stationnement de son matériel, et pour connaître les conditions d'intervention.

D'une manière générale, le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des lieux d'exécution des prestations, de toutes les sujétions y afférentes, et avoir demandé tous les renseignements complémentaires éventuels sur les modalités d'intervention.

■ Réunions

Au démarrage du présent contrat, et avant que ne débute l'exécution des premières prestations, une réunion de cadrage sera organisée à l'initiative de la CCI Vendée, avec le titulaire du contrat. Elle permettra d'avoir des informations complémentaires sur la méthode utilisée et les moyens mobilisés proposés par le titulaire pour réaliser les levés bathymétriques et de préciser certaines modalités d'exécution. La participation du titulaire à cette réunion ainsi que les déplacements nécessaires pour y assister sont pleinement inclus dans les prix proposés dans son offre.

Par la suite, le titulaire sera tenu d'assister aux éventuelles réunions demandées par l'acheteur, telles qu'elles figurent dans le(s) bon(s) de commande afférent(s), ou ordres de service éventuels. Ces réunions, organisées par la CCI Vendée en fonction des besoins, auront lieu soit au siège de la CCI Vendée (La Roche sur Yon), soit sur l'un des sites portuaires, ou en visioconférence.

La CCI Vendée, représenté par le Pôle Maritime, fixera la date et l'heure de chaque réunion, se chargera de l'organisation matérielle des réunions et en assurera les convocations. Pour sa part, le titulaire se chargera d'animer les réunions, d'en établir les comptes rendus et de les

diffuser aux participants, dans un délai maximal de 5 jours suivant la réunion concernée.

■ Rédaction et transmission des écrits

Le titulaire veillera à respecter strictement, durant sa mission, la réglementation en vigueur.

Dans le cadre de la mission, le titulaire devra fournir les documents de restitution demandés au CCTP, notamment les plans et fichiers numériques produits par le titulaire après traitement des données, pour validation par la CCI Vendée.

Les documents à produire par le titulaire à l'issue de chaque mission seront remis à la CCI Vendée, représenté par le Pôle Maritime, sur support numérique et dans les conditions fixées au CCTP et définies dans l'offre du titulaire (fourniture d'une clé USB, mise à disposition des fichiers sur une plateforme de téléchargement sécurisée notamment).

Tous les écrits établis par le titulaire devront l'être de manière neutre, objective, transparente et non discriminatoire. Tout manquement avéré et/ou répété à cette prescription pourra entraîner l'application des dispositions et sanctions prévues dans le présent CCAP.

La CCI Vendée pourra, en outre, exiger du titulaire qu'il reprenne, à ses frais, toutes les observations, demandes de corrections et/ou de mises au point formulées par la CCI Vendée sur les documents fournis. Ces derniers seront considérés comme achevés lorsque, éventuellement modifiés, ils auront été dûment réceptionnés par la CCI Vendée.

Il est précisé qu'une fois les documents de restitution validés par l'acheteur, le titulaire devra lui remettre ces documents, dans leur version définitive et dans les conditions fixées au CCTP. Il est également rappelé que le titulaire devra transmettre à la CCI Vendée, outre les plans et fichiers numériques, les fiches du journal d'intervention et le certificat d'étalonnage.

■ Prévention des risques

Le titulaire du contrat est informé du fait que son personnel devra observer les consignes de sécurité en vigueur dans les bassins des ports gérés par la CCI Vendée. A ce titre, la CCI Vendée et le titulaire conviendront, au démarrage du contrat et avant exécution des premières prestations commandées, de l'institution d'un plan général de prévention des risques, conformément aux dispositions des articles R.4512-6 à R.4512-12 du code du travail.

Ce plan de prévention, recensera les risques liés à l'exécution des prestations et listera les mesures de protection et de salubrité, les mesures de prévention permanentes ainsi que les protocoles de sécurité que devra respecter le titulaire pour prévenir ces risques.

Ce plan de prévention pourra être mis à jour préalablement à l'exécution de certains bons de commande qui le nécessiteraient, ce à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

6.2. Vérification des prestations

■ Opérations de vérifications des prestations :

Les vérifications quantitatives et qualitatives des prestations sont effectuées pour chaque bon de commande, dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG PI.

Ces vérifications seront effectuées par le personnel de la CCI Vendée. Celui-ci pourra néanmoins décider de faire appel à un organisme extérieur spécialisé pour procéder aux opérations de vérification.

Les vérifications prévues seront effectuées dans un délai maximal de 15 jours, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI, et ont pour objet de vérifier que les prestations réalisées par le titulaire répondent aux stipulations du contrat, telles que définies dans le présent CCAP et dans son offre, pour effectuer les levés bathymétriques. Ce délai sera identique pour chaque bon de commande.

Le point de départ des délais de vérification sera la date d'accusé de réception, par la CCI

Vendée, du plan "provisoire" et des fichiers informatiques correspondant au bon de commande dont l'exécution est à vérifier. Une version finale des documents sera transmise à la CCI Vendée, une fois que ce dernier aura prononcé la réception des prestations concernées.

■ Décisions après vérifications :

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG PI, par l'acheteur. L'admission définitive des prestations exécutées ne pourra être prononcée qu'après avoir reçu l'ensemble des documents à transmettre à l'issue de chaque mission.

Par dérogation à l'article 29.1 al 2 du CCAG PI, chaque document produit et remis à la CCI Vendée devra être expressément validé par celui-ci, aucune admission tacite des documents ne pouvant intervenir.

En application de l'article 29.2.1 du CCAG PI, la CCI Vendée pourra notamment prononcer une décision motivée d'ajournement pour les documents qui ne satisferaient pas totalement aux prescriptions du cahier des charges. Le titulaire devra alors présenter des documents mis au point dans un délai d'une semaine suivant la date de notification de la décision d'ajournement concernée, ce sans supplément de prix et par dérogation à l'article du CCAG précité.

■ Garantie technique - retenue de garantie

Se référer à l'article 30 du CCAG PI.

L'ensemble des documents fournis par le titulaire dans le cadre de sa mission sont couverts par une garantie d'au minimum 1 an, ce à compter de la réception définitive des prestations par la CCI Vendée.

Cette garantie permettra par la suite de signaler au titulaire les éventuelles anomalies détectées au titre de l'exploitation des plans, fichiers informatiques et autres documents de restitution, celui-ci devant être à même de pouvoir justifier et corriger lesdites anomalies en mettant à jour, le cas échéant, les documents initialement réalisés, ce sans supplément de prix.

Le titulaire s'engage, à ce titre, à conserver les données livrées pendant toute la période de garantie et à les livrer de nouveau, sur demande de la CCI Vendée, dans les mêmes conditions que lors de leur première livraison, ce sans frais supplémentaire

Par ailleurs, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

6.3. Développement durable

■ Clause sociale :

Sans objet.

■ Clause environnementale :

En application des articles 7, 16.2 et 21 du CCAG PI, le titulaire du contrat veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, de préservation du site concerné et de gestion des déchets.

Il devra être en mesure de justifier du respect de ces prescriptions et dispositions, au cours de l'exécution du contrat et ce, sur demande de la CCI Vendée.

Le titulaire devra également respecter les prescriptions définies dans son offre et dans le CCTP.

L'acheteur pourra notamment procéder, dans le cadre de l'exécution du contrat et en lien avec les organismes et services spécialisés, à des opérations de contrôle visant à vérifier le respect, par le titulaire, de la réglementation en vigueur

A défaut de respect de ses obligations, les pénalités prévues à l'article 8 s'appliqueront.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une **clause d'évolution des prix** dans les conditions ci-dessous.

Les prix des prestations figurant au BPU pourront être revus à la date à laquelle le titulaire justifiera auprès de l'acheteur d'une évolution économique du marché faisant que les prix de ses prestations définies au contrat ne sont plus assez rémunérateurs pour couvrir ses dépenses et frais liés à son activité dans le cadre du contrat.

Cette clause d'évolution des prix a pour effet de déroger à la clause de révision des prix de l'article 5.2 (qui s'applique en temps normal) et de s'y substituer ponctuellement. Les prix revus par le titulaire pourront être différenciés et ajustés, en termes d'impact, selon les lignes du Bordereau des Prix Unitaires (détermination de certains prix à la hausse, de certains prix à la baisse ou de certains prix stables).

Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

■ Tenue de temps d'échanges périodiques propres à organiser la vie du contrat :

Dans le cadre de l'exécution du contrat il est prévu les temps d'échanges suivants :

- une réunion de lancement du contrat qui se déroulera au plus tard dans les 15 jours suivants la notification de ce dernier. Elle aura notamment pour objectif de rappeler les engagements contractuels et de présenter les différents intervenants côté acheteur ;
- une réunion annuelle dont l'objectif est de faire un bilan de l'année écoulée et d'envisager les perspectives liées à la nouvelle année d'exécution à venir, y compris pour la révision des prix. Elle se déroulera au plus tard 3 mois avant la date annuelle d'échéance ;

Ces temps d'échange se feront physiquement sur un site de l'acheteur ou, si les 2 parties en sont d'accord, sous forme de visioconférence. Les dates des réunions seront fixées en accord avec l'acheteur qui assurera les convocations.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurance :

Les stipulations de l'article 9 du CCAG PI sont applicables.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG PI, cette attestation d'assurance a été fournie par le titulaire du contrat avant la signature de celui-ci.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de déposer l'attestation d'assurance correspondante sur la plateforme e-attestations citée ci-dessous.

Par ailleurs si une partie des prestations fait l'objet de sous-traitance par un titulaire celui-ci s'engage également à fournir, selon les mêmes modalités, une attestation d'assurance de son sous-traitant précisant qu'il est assuré pour l'ensemble des dommages qui pourraient résulter de son fait pour les prestations dont il a la charge.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise par écrit de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer par écrit à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter la prestation.

Enfin, par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG PI, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat dans un délai maximal de 2 semaines suivant le fait générateur et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- à la survenance d'une mesure judiciaire affectant l'entreprise et/ou sa société mère (mesure de sauvegarde, redressement, liquidation, ...) ;
- à son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du contrat.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) dans l'hypothèse où le titulaire du contrat et/ou l'un de ses cotraitants et/ou leur(s) sous-traitant(s), sont établis hors de France et/ou recourent à des travailleurs détachés, y compris via une entreprise de travail temporaire étrangère, avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative, transmet :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- le numéro unique d'identification de l'entreprise au registre du commerce et des sociétés ou la carte d'identification justifiant l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ Protection de la main-d'œuvre :

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité.

L'acheteur pourra procéder, dans le cadre de l'exécution du contrat et en lien avec les organismes et services spécialisés, (Inspection du travail, ...) à des opérations de contrôle visant à vérifier le respect, par le titulaire, de la réglementation en vigueur.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

■ Recours obligatoire à la plateforme e-attestations :

Pour justifier des obligations lui incombant en matière d'obligation de vigilance et en matière d'assurances (cf. ci-dessus), il incombera au titulaire (en cas de groupement, mandataire et cotraitants) et à ses éventuels sous-traitants de 1er rang déclarés, de dûment placer les pièces correspondantes sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'acheteur à l'adresse <https://www.e-attestations.com/fr/>.

Les pièces attendues devront être déposées sur la plateforme dans un délai ainsi défini suivant l'alerte qu'il aura reçue depuis la plateforme (à défaut les pénalités définies à l'article 8 s'appliqueront) :

- 7 jours pour les pièces propres aux obligations sociales ;
- 15 jours pour les pièces propres aux assurances demandées.

■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ Sous-traitance :

Le titulaire est habilité à sous-traiter, pour tout ou partie de son contrat, l'exécution de certaines prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours du contrat, selon les modalités définies aux articles R2193-1 et suivants du code de la commande publique et 3.6 du CCAG PI.

Le titulaire indique, en outre, pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 3.6 du CCAG PI ;
- le compte à créditer ;
- le comptable assignataire des règlements.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve :

a) que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant ;

b) que le sous-traitant crée un compte sur la plateforme e-attestations et y place l'ensemble des documents demandés justifiant notamment de son absence d'interdiction de participer aux marchés publics (articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique) ainsi que les justificatifs de ses obligations fiscales et sociales.

c) que soit transmise la copie du ou des jugements prononcés, si le sous-traitant est en redressement judiciaire.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du contrat aux frais et risques du titulaire.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Les données à caractère personnel concernant les signataires du Marché ainsi que les personnes en charge du suivi opérationnel font l'objet par la CCI d'un traitement destiné au suivi et à l'exécution du Marché.

Ces données sont intégrées dans les fichiers de la CCI Vendée et sont destinées aux services opérationnels.

La base légale est l'article 6.1.b) du RGPD « le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat ».

En cas de transmission de ces données à des sous-traitants au sens RGPD, un contrat est établi précisant les obligations de chaque partie et reprenant les dispositions de l'article 28 du RGPD. Aucune décision automatisée ou profilage ne sont mis en œuvre dans le cadre de ce traitement. La CCI est susceptible d'inviter les personnes concernées par le traitement de données à ses événements, d'adresser ses informations, ses offres d'accompagnement et ses enquêtes. Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD, les personnes concernées peuvent accéder aux données à caractère personnel les concernant, les faire rectifier ou effacer après le délai de prescription de la fin du Marché. Elles disposent également du droit de limitation, de portabilité, et le cas échéant, d'opposition du traitement de leurs données.

Pour exercer leurs droits dans le cadre de l'exécution du présent Marché, les personnes concernées peuvent formuler une réclamation auprès du Point de contact en charge du marché, en précisant en objet de mail : "RGPD - REFERENCE DU MARCHE ", qui se mettra en relation avec le DPO de la CCI. Les personnes concernées devront s'assurer de la réception de leur demande par le Point de contact par tous moyens.

Dans l'éventualité où les personnes concernées n'auraient reçu aucune réponse ou une réponse partielle par le Point de contact, elles devront contacter le DPO à l'adresse postale suivante :

CCI Vendée - DPO - 16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 La Roche-sur-Yon Cedex en précisant les références du marché ou à l'adresse mail : dpo@vendee.cci.fr.

Si les personnes concernées estiment, après avoir contacté la CCI, que leurs droits sur leurs données personnelles ne sont pas respectés, elles peuvent adresser une réclamation à la CNIL (3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07) - www.cnil.fr.

Les dispositions législatives concernant la communication de certaines données personnelles à des tiers dans le cadre de l'exercice des missions de service public de la CCI, ainsi que la politique de protection des données personnelles de la CCI sont détaillées dans sa [charte](#).

Le Titulaire s'engage à informer les personnes concernées du traitement de leurs données et de leurs droits dans le cadre de la gestion du marché.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Les pénalités sont ainsi fixées et seront impactées sur chaque demande de paiement à laquelle elles se rapportent.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations	<p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, en cas de retard du titulaire dans l'achèvement des prestations commandées, il sera fait application, sauf prolongation de délai accordée dans les conditions fixées à l'article 4 ci-dessus, d'une pénalité de <u>100 € HT par jour calendaire de retard</u>.</p> <p>Elle s'applique également en cas de retard du titulaire à présenter à la CCI Vendée les documents modifiés, suite aux demandes de corrections ou de mises au point formulées sur les documents de restitution fournis.</p> <p>Toutefois, en cas de force majeure ou si le retard constaté est imputable à la CCI Vendée, il ne sera pas fait application de cette pénalité.</p>
Pénalité pour non-respect des moyens mobilisés	<p>S'il s'avère que le titulaire ne respecte pas ou n'est pas en mesure de justifier du respect des dispositions de son offre quant aux moyens mobilisés (cf. l'article 2.2 « Moyens mobilisés »), il lui sera appliqué une pénalité égale à <u>200 € HT</u> pour chaque manquement constaté.</p> <p>Une non-réponse de plus de 8 jours à toute demande de justification formulée par la CCI Vendée entraînera, notamment, l'application de cette pénalité qui se répétera à toute nouvelle demande qui aura été formulée et qui sera restée sans suite dans les mêmes conditions.</p>
Pénalité pour absence aux réunions et rendez-vous	<p>En cas d'absence à toute réunion organisée par la CCI Vendée ou rendez-vous programmé par ce dernier, une pénalité de <u>500 € HT par réunion</u> sera appliquée sur le montant des sommes dues au titulaire, dûment convoqué.</p> <p>Sera considéré comme absent tout prestataire représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant des termes de la mission.</p>
Pénalité pour retard dans la remise des comptes rendus de réunions	<p>Pour tout retard constaté par la CCI Vendée dans la transmission par le titulaire des comptes rendus des réunions auxquelles il aura participé, le titulaire encourra une pénalité de <u>100 € HT par jour de retard</u>, ce par rapport au délai maximal de 5 jours qui lui est applicable.</p>
Retard à mettre les documents sur e-attestations	<p>Une pénalité à fournir tout ou partie des pièces attendues, sur la plateforme e-attestations sera appliquée au titulaire sur les situations de paiement auxquelles elles se rapportent. Le titulaire s'exposera aux autres mesures coercitives définies au contrat (résiliation du contrat...). La même pénalité sera appliquée au titulaire pour son / ses sous-traitants de 1^{er} rang en cas de retard de ces derniers ainsi caractérisé :</p> <ul style="list-style-type: none">- plus de 7 jours pour créer un compte sur la plateforme e-attestations une fois reçue la demande d'inscription ;- plus de 7 jours pour y placer l'ensemble des documents demandés justifiant

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	des obligations attendues suivant l'alerte reçue depuis la plateforme. Cette pénalité est de 300 € net par jour de retard.
Lutte contre le travail dissimulé	En application de l'article L.8222-6 du code du travail, si le titulaire n'apporte pas la preuve, après mise en demeure d'un délai minimum d'un mois restée infructueuse, qu'il s'est acquitté des formalités prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code et relatives à la lutte contre le travail dissimulé, il sera appliqué une pénalité représentant 10% du montant estimé du contrat, sans pouvoir dépasser celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

8.2. Autres stipulations

■ Exécution des prestations commandées aux frais et risques du titulaire :

En cas, notamment :

- d'une absence ou d'un retard d'exécution des prestations non justifiée,
- de mobilisation de moyens et ressources non conformes aux prescriptions du cahier des charges et/ou de l'offre du titulaire,
- de faute professionnelle grave commise par un membre du personnel du prestataire,

l'acheteur pourra, sans mise en demeure et sur simple constat, faire exécuter les prestations inhérentes au bon de commande considéré par un autre prestataire et résilier, le cas échéant, le bon de commande considéré, ce aux frais et risques du titulaire, et ce après avoir ou non commencé à appliquer tout ou partie des pénalités prévues au présent contrat.

Cette exécution aux frais et risques du titulaire entraînera, si elle n'est pas répétée, la seule résiliation du ou des bon(s) de commande considéré(s) et non du contrat.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Enfin, en application de l'article 27 du CCAG PI, le titulaire du contrat pourra exécuter les bons de commande suivants s'il justifie, avant émission desdits bons de commande, avoir mis en place les moyens nécessaires à leur bonne exécution. A défaut de justification sous 3 mois le contrat sera résilié pour faute du titulaire.

■ Pénalités pour retard : observations préalables à l'application :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

Si un retard est imputable à la CCI Vendée il ne sera pas fait application des pénalités prévues dans les articles précités.

■ Pénalités pour retard - plafonnement des montants :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

■ Pénalités pour retard - seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est

adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Réfactions liées au non-respect des conditions de transport :

Conformément à l'article 20.3 du CCAG PI, s'il est établi que les transports de fournitures, objet du contrat, sont effectués dans des véhicules routiers appartenant à une entreprise non inscrite au registre des transports routiers de marchandises et/ou au registre des loueurs de véhicules industriels, une réfaction de 2% du montant faisant l'objet de la livraison sera appliquée sur le montant des sommes dues au titulaire.

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39.1 du CCAG PI. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Nantes
6, allée de l'île Gloriette
44041 Nantes

Téléphone : 02 40 99 46 00
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr
Télécopie : 02 40 99 46 58
Site internet : <http://nantes.tribunal-administratif.fr/>

9. FIN DU CONTRAT

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, à tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du titulaire.

■ Propriété intellectuelle :

Conformément à l'article 35.2.1 du CCAG PI, les résultats obtenus dans le cadre des missions objet du présent contrat font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit de l'acheteur. Le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins y compris à des fins commerciales.

Toutefois une cession à titre exclusif est appliquée aux aspects de l'étude qui portent sur l'identité de l'acheteur, la promotion de ses missions et sur des données confidentielles.

■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ Régime de la garantie :

Se référer à l'article 30 du CCAG PI.

L'ensemble des documents fournis par le titulaire dans le cadre de sa prestation sont couverts par une garantie d'au minimum un an, ce à compter de l'admission des prestations par la CCI Vendée. Celle-ci permettra par la suite de signaler au titulaire les éventuelles anomalies détectées au titre de l'exploitation de ces documents, celui-ci devant être à même de pouvoir justifier et corriger lesdites anomalies en mettant à jour, le cas échéant, les documents initialement réalisés, ce sans supplément de prix.

Liste des dérogations au CCAG Prestations Intellectuelles :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2.1 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique *Représentation des parties* de l'article 2.2 du contrat déroge à l'article 3.3 du CCAG

La rubrique *Présentation des bons de commande* de l'article 3 du contrat déroge à l'article 3.7 du CCAG en ce qui concerne le signataire du bon de commande

La rubrique *Présentation des bons de commande* de l'article 3 du contrat déroge à l'article 3.7.2 du CCAG en ce qui concerne le délai des réserves sur le bon de commande par le titulaire

La rubrique *Variation des prix* de l'article 5.2 du contrat déroge à l'article 10.2.4 du CCAG en ce qui concerne le mois 0 qui n'est pas la date limite de remise des offres

La rubrique *Opérations de vérifications des prestations* de l'article 6.2 du contrat déroge à l'article 28.2 du CCAG en ce qui concerne le délai de vérifications du rendu

La rubrique *Décisions après vérifications des prestations* de l'article 6.2 du contrat déroge à l'article 29.1 al 2 du CCAG en ce qui concerne la non-réception tacite du rendu

La rubrique *Assurance* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 9.2 du CCAG

La rubrique *Devoir d'information et de conseil* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 3.4.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard : observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 40 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG - Prestations Intellectuelles, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Prestations Intellectuelles du 30 mars 2021](#)